



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 9 mai 2025

Références : DREAL/2025D/3508  
Code AIOT : 0100290502

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9 avril 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCI LES LELAS**

989 Route de la Chalosse  
Lieu-dit Les Lelas  
40400 Meilhan

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2025 de l'établissement exploité par la SCI LES LELAS et implanté au 989 route de la Chalosse, lieu-dit Les Lelas, sur la commune de Meilhan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

SCI LES LELAS  
989 Route de la Chalosse - Lieu-dit Les Lelas - 40400 Meilhan  
Code AIOT : 0100290502  
Régime : Néant  
Statut Seveso : Non Seveso  
IED : Non

Installation illégale d'entreposage de véhicules hors d'usage et de différents déchets.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative
- Déchets
- VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mesures conservatoires Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit évacuer tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur les parcelles cadastrées O 322, 473 et 476 et déposer un dossier de cessation d'activité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Article L. 512-7																		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature																		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</p>																		
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, sur les parcelles O 322, 473 et 476 de la commune de Meilhan, lieu-dit Les Lelas, et sur une superficie d'environ 5 000 m², il a été constaté la présence de 17 véhicules hors d'usage (démontés, rouillés, accidentés, contrôle technique et assurances non à jour), immatriculés comme il suit :</p> <table><tr><td>- AS-487-KJ</td><td>- EX-836-XL</td></tr><tr><td>- 2739 QS 40 (remorque camion)</td><td>- 7864 VD 64</td></tr><tr><td>- 7240 WE 64 (remorque camion)</td><td>- 3970 XN 64</td></tr><tr><td>- épave non identifiée</td><td>- 78 PT 40 (camion benne)</td></tr><tr><td>- 8135 WQ 64</td><td>- 764 TZ 64</td></tr><tr><td>- remorque camion non identifiée</td><td>- 5988 QC 40</td></tr><tr><td>- 5368 QS 40 (remorque camion)</td><td>- 3301 PS 40</td></tr><tr><td>- 7418 RP 65</td><td>- 4994 VZ 64</td></tr><tr><td>- CX-909-CQ</td><td></td></tr></table> <p>Par ailleurs, il a été constaté la présence d'une benne rouillée dont le plancher est en grande partie perforé, une benne fermée, une remorque, une caravane délabrée, des pièces mécaniques détachées, des bouteilles de gaz argon (vides à évacuer ?), des pneumatiques poids-lourds usagés, quelques équipements électriques et électroniques (télévision, réfrigérateur...), quelques équipements de jardinage (tondeuse...), des câbles électriques, des ferrailles et d'autres déchets divers disséminés sur le terrain.</p> <p>Or, la SCI LES LELAS ne dispose d'aucune autorisation préfectorale (rubrique 2712, activité soumise à enregistrement au-delà de 100 m²) pour entreposer tous ces véhicules hors d'usage et ces déchets sur ce terrain de Meilhan.</p>	- AS-487-KJ	- EX-836-XL	- 2739 QS 40 (remorque camion)	- 7864 VD 64	- 7240 WE 64 (remorque camion)	- 3970 XN 64	- épave non identifiée	- 78 PT 40 (camion benne)	- 8135 WQ 64	- 764 TZ 64	- remorque camion non identifiée	- 5988 QC 40	- 5368 QS 40 (remorque camion)	- 3301 PS 40	- 7418 RP 65	- 4994 VZ 64	- CX-909-CQ	
- AS-487-KJ	- EX-836-XL																	
- 2739 QS 40 (remorque camion)	- 7864 VD 64																	
- 7240 WE 64 (remorque camion)	- 3970 XN 64																	
- épave non identifiée	- 78 PT 40 (camion benne)																	
- 8135 WQ 64	- 764 TZ 64																	
- remorque camion non identifiée	- 5988 QC 40																	
- 5368 QS 40 (remorque camion)	- 3301 PS 40																	
- 7418 RP 65	- 4994 VZ 64																	
- CX-909-CQ																		

À noter que les documents d'urbanisme (PLUi du Pays Tarusate) dans leur version en vigueur interdisent « *les dépôts de ferraille, de véhicules hors d'usage et de matériaux non liés à une activité autorisée sur l'unité foncière et les dépôts de déchets de toute nature* ». Par conséquent, en l'état, toute régularisation administrative de l'activité constatée est impossible.

Enfin, du brûlage à l'air libre a par ailleurs été constaté : présence d'un fût servant de foyer, cendres au sol et tas de cendres à l'angle Nord-Est de la parcelle avec des restes de déchets calcinés.

À noter que le bâtiment partiellement ouvert sert d'atelier de réparation et de conception de remorques / attractions pour les forains. Étant donné les constats réalisés au niveau de ce bâtiment, celui-ci n'est pas concerné par l'évacuation des déchets à prévoir.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évacuer, sous 3 mois, tous les véhicules hors d'usage et autres déchets présents sur les parcelles cadastrées O 322, 473 et 476 et de déposer un dossier de cessation d'activité ICPE visant à remettre en état le terrain pour un usage compatible avec le PLUi en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures conservatoires - Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 3 mois